

N°376
SEPTEMBRE
2021

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

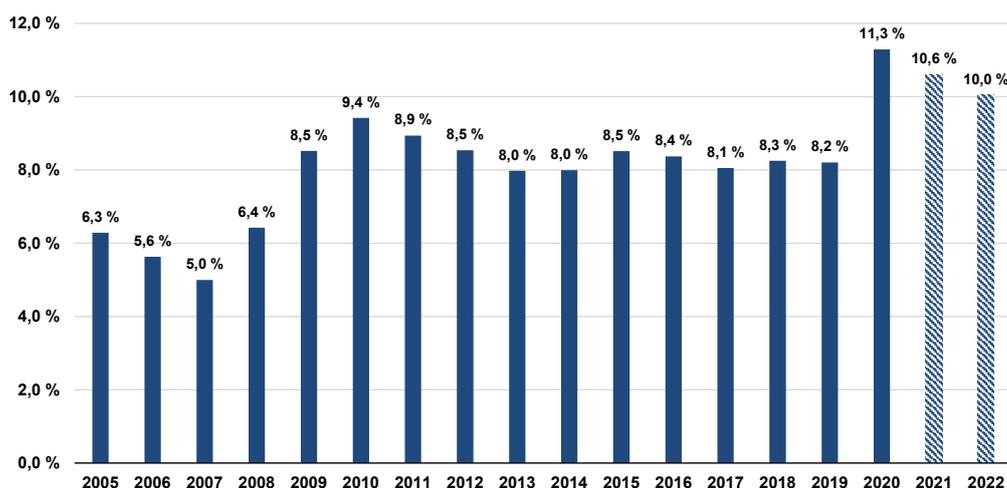
page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

PLF 2022 : L'AFT ÉMETTRA 260 MILLIARDS D'EUROS DE TITRES À MOYEN ET LONG TERME

La France émettra 260 milliards d'euros de titres de dette à moyen et long terme nets des rachats en 2022, un montant identique à celui des deux dernières années tandis que la taille du programme de financement de l'État en pourcentage du PIB poursuivra en 2022 sa tendance baissière après avoir atteint un niveau de 11,3 % en 2020, sous l'effet de la pandémie.

Programme de financement à moyen long terme en % du PIB



En 2022, le besoin de financement de l'État s'inscrit à 292,7 milliards d'euros en baisse de près de 21 milliards d'euros par rapport au besoin de financement prévisionnel pour 2021 sous l'effet d'un déficit budgétaire 2022 en forte baisse à 143,4 milliards d'euros. Les amortissements de dette d'État s'établiront à 149,8 milliards d'euros, en hausse de 31,5 milliards d'euros par rapport au montant indiqué en 2021, et 3,1 milliards d'euros de la dette de SNCF Réseau seront amortis sur les 35 milliards d'euros que l'État s'est engagé à reprendre.

Alors que l'AFT a réalisé 85 % de son programme de financement depuis le début de l'année, la France a continué de bénéficier en 2021, dans un contexte économique toujours impacté par la crise sanitaire, de conditions de financement très favorables. Le taux moyen pondéré sur les émissions de dette à moyen et long terme ressort ainsi à -0,06 % sur les trois premiers trimestres de l'année 2021, à comparer à un taux historiquement bas de -0,13 % en 2020, un taux de 0,11 % en 2019 et une moyenne de 1,52 % sur la période 2009-2018.

Dans ce contexte, le scénario de charge de la dette pour le projet de loi de finances 2022 fait l'hypothèse d'une stabilité des taux courts et d'une légère remontée des taux d'intérêt de long terme. Les taux à 3 mois et à 10 ans s'établiraient à -0,50 % et 0,75 %, respectivement, à la fin de l'année 2022. Sous ces hypothèses, la charge budgétaire de la dette s'élèverait à 38,4 milliards d'euros en 2022, dont 0,8 milliard d'euros de charges d'intérêt sur la dette reprise de SNCF Réseau. Mesurée en comptabilité générale de l'État et en comptabilité maastrichtienne, la charge de la dette s'élèverait à 28,7 milliards d'euros en 2021 et 24,8 milliards d'euros en 2022¹.

Ces nouvelles prévisions s'inscrivent en hausse par rapport à celles d'il y a un an, sous l'effet principalement d'une inflation plus élevée que dans les hypothèses du PLF 2021.

¹Pour rappel, les comptabilités budgétaire et maastrichtienne divergent quant à la prise en compte du prix de vente des titres obligataires, ce qui aboutit à des résultats différents en matière de charge de la dette. En comptabilité budgétaire, fondée sur un principe de caisse, la charge de la dette est la somme du paiement annuel des coupons tandis qu'en comptabilité maastrichtienne, fondée sur une logique de droits constatés, la charge de la dette est la charge budgétaire corrigée d'éléments comptables notamment l'étalement des primes et décotes. Les références calendaires pour les provisions d'indexation des titres indexés sur l'inflation diffèrent aussi entre les deux comptabilités.

La BCE réduira légèrement ses achats d'obligations au cours du quatrième trimestre par rapport au trimestre en cours. Toutefois, ce recalibrage ne doit pas faire oublier que la BCE devrait décider en décembre de prolonger au-delà de mars 2022 son programme d'achats d'obligations dans le cadre du PEPP (programme d'achats d'urgence face à la pandémie). Le ralentissement important de la croissance au quatrième trimestre, de plus en plus probable, fournit un argument de poids aux nombreuses « colombes » au sein du conseil des gouverneurs.

Comme on s'y attendait, la BCE a décidé ce mois de septembre de réduire légèrement ses achats d'obligations dans le cadre du PEPP, au quatrième trimestre, par rapport aux deuxième et troisième trimestres. Le montant des achats mensuels devrait être ramené de 80 à 70 milliards d'euros. Une réduction plus sévère, à hauteur de 20 milliards d'euros, semble peu probable car la BCE avait insisté sur l'importance de la hausse de 60 à 80 milliards d'euros au deuxième trimestre.

Un simple recalibrage

La réduction des achats d'obligations décidée aujourd'hui est un simple recalibrage. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a souligné la légère amélioration des conditions de financement. Les rendements réels des obligations d'État ont par exemple sensiblement diminué depuis juin.

Selon Christine Lagarde, la question plus importante de la suite à donner au PEPP au-delà de mars 2022 ne sera débattue par la BCE qu'à l'occasion de la réunion de décembre. Nous sommes plus que jamais convaincus que la BCE assouplira alors davantage sa politique monétaire :

- Un important ralentissement de la croissance économique est attendu au quatrième trimestre, dans un contexte de nouvelle vague pandémique, de baisse de la croissance de l'important marché chinois pour les exportations et de persistance des goulets d'étranglement au niveau de l'offre. Ce ralentissement marqué n'a pas encore été pris en compte dans les prévisions de la BCE. Les nombreuses colombes du conseil des gouverneurs ne devraient pas laisser passer l'argument en faveur d'un nouvel assouplissement offert par ces données négatives non anticipées.

- La nouvelle prévision de la BCE concernant l'inflation en 2023 (le long terme étant au centre des préoccupations de la BCE) est de 1,5 %, c'est-à-dire bien en dessous de son objectif de 2 % (voir tableau), ce qui constitue un argument de plus pour les colombes.

- De nombreux membres du conseil de la BCE sont également soucieux de garantir de faibles rendements des obligations d'État et d'aider ainsi les ministres des finances des États très endettés. En mars, par exemple, la BCE a décidé d'augmenter ses achats d'obligations alors que le rendement pondéré en fonction du PIB des obligations d'État en euros à dix ans n'avait antérieurement augmenté que de 0,3 point de pourcentage.

Perspective : prolongation du PEPP de six mois par la BCE

Nous nous attendons à ce que la BCE assouplisse davantage sa politique monétaire en décembre. Plusieurs options sont possibles. Dans un contexte de nouvelle vague pandémique, le plus probable est que le PEPP sera prolongé jusqu'à l'automne de 2022 et que son volume total augmentera encore de 250 milliards d'euros. De plus, la BCE pourrait aussi décider ultérieurement de cesser ses achats selon un montant fixe mensuel de 20 milliards d'euros d'obligations dans le cadre du programme APP (programme d'achats d'actifs) pour s'orienter vers un ajustement de ses volumes d'achat en fonction de l'évolution du marché. La BCE aurait ainsi la possibilité d'intervenir de façon plus souple, autre critère central pour cette institution.

Tableau 1 : Légère hausse des projections de croissance et d'inflation réalisées par la BCE

Projections de septembre réalisées par les experts de la BCE, avec entre parenthèses les projections de juin des services de l'Euro-système

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|--------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Croissance | 5,0 (4,6) | 4,6 (4,7) | 2,1 (2,1) |
| Inflation | 2,2 (1,9) | 1,7 (1,5) | 1,5 (1,4) |
| Taux d'inflation sous-jacente | 1,3 (1,1) | 1,4 (1,3) | 1,5 (1,4) |

Source : BCE, recherche de Commerzbank

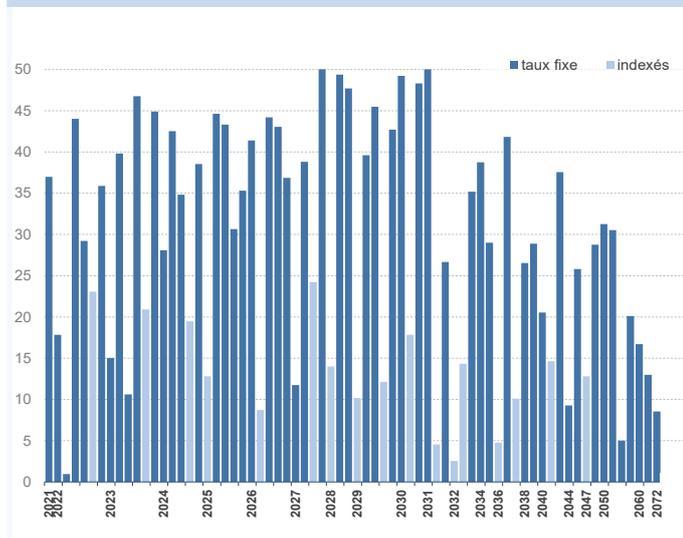
CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

| | | Court terme | | | | | Moyen terme | Long terme | Indexés |
|---------------|---------------------|-------------|----|----|----|------|-------------|------------|---------|
| Octobre 2021 | date d'adjudication | 4 | 11 | 18 | 25 | / | 21 | 7 | 21 |
| | date de règlement | 6 | 13 | 20 | 27 | / | 25 | 11 | 25 |
| Novembre 2021 | date d'adjudication | 2 | 8 | 15 | 22 | 29 | 18 | 4 | 18 |
| | date de règlement | 4 | 10 | 20 | 24 | 1/12 | 22 | 8 | 22 |

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 AOÛT 2021

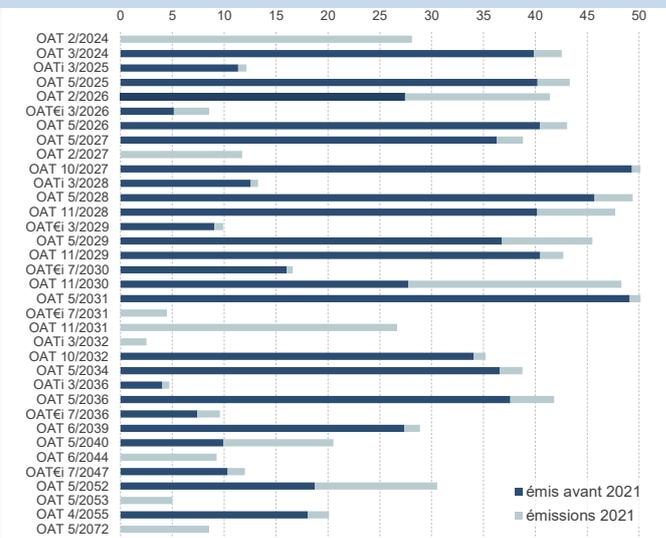
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 AOÛT 2021

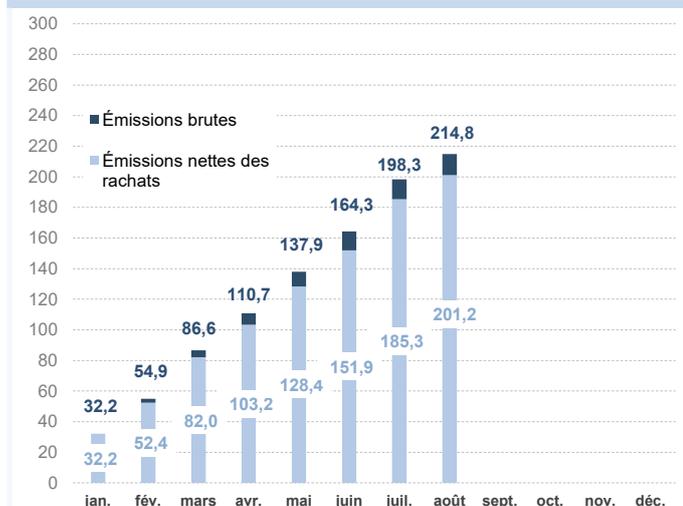
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 AOÛT 2021

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 AOÛT 2021

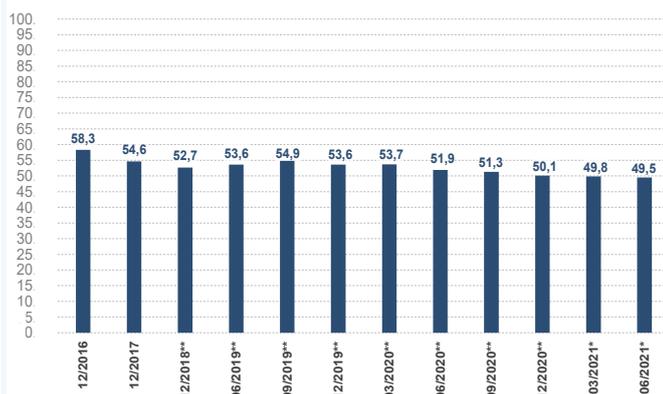
EN MILLIARDS D'EUROS

| Mois | Intérêts | Amortissements |
|---------|----------|----------------|
| sept-21 | | |
| oct-21 | 10,3 | 37,0 |
| nov-21 | 1,5 | |
| déc-21 | | |
| janv-22 | | |
| févr-22 | | 17,8 |
| mars-22 | 0,1 | |
| avr-22 | 10,6 | 45,0 |
| mai-22 | 8,6 | 29,2 |
| juin-22 | 0,6 | |
| juil-22 | 2,5 | 23,3 |
| août-22 | | |

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2021

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



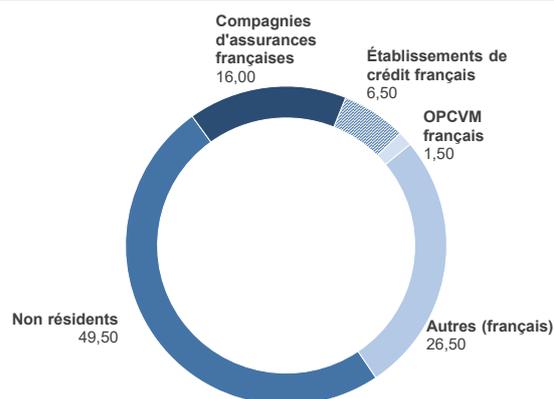
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2021

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 AOÛT 2021

EN EUROS

| | |
|--|---------------------------|
| Total dette à moyen terme et long terme | 1 964 383 736 328 |
| Encours démembré | 58 541 680 500 |
| Durée de vie moyenne | 9 ans et 36 jours |
| Total dette à court terme | 161 896 000 000 |
| Durée de vie moyenne | 119 jours |
| Encours total | 2 126 279 736 328 |
| Durée de vie moyenne | 8 ans et 157 jours |

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 31 AOÛT 2021

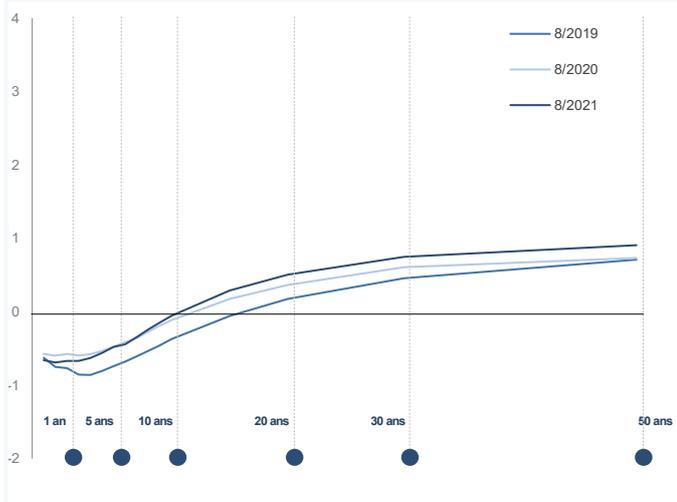
EN MILLIARDS D'EUROS

| | Fin 2018 | Fin 2019 | Fin 2020 | Fin juillet 2021 | Fin août 2021 |
|--|--------------|--------------|--------------|------------------|---------------|
| Encours de la dette négociable | 1 756 | 1 823 | 2 001 | 2 111 | 2 126 |
| <i>dont titres indexés</i> | 220 | 226 | 220 | 225 | 227 |
| Moyen et Long Terme | 1 644 | 1 716 | 1 839 | 1 948 | 1 964 |
| Court Terme | 113 | 107 | 162 | 163 | 162 |
| Durée de vie moyenne de la dette négociable | | | | | |
| | 7 ans | 8 ans | 8 ans | 8 ans | 8 ans |
| | 336 jours | 63 jours | 73 jours | 187 jours | 157 jours |

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

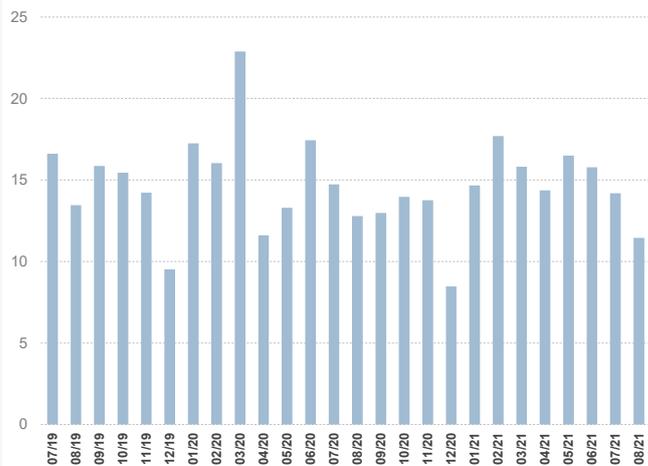
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

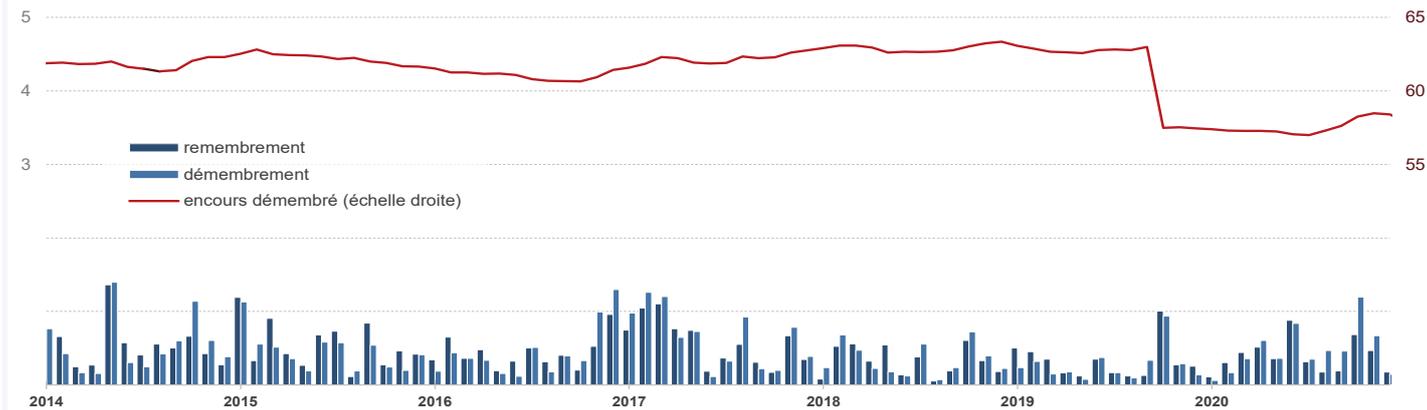
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

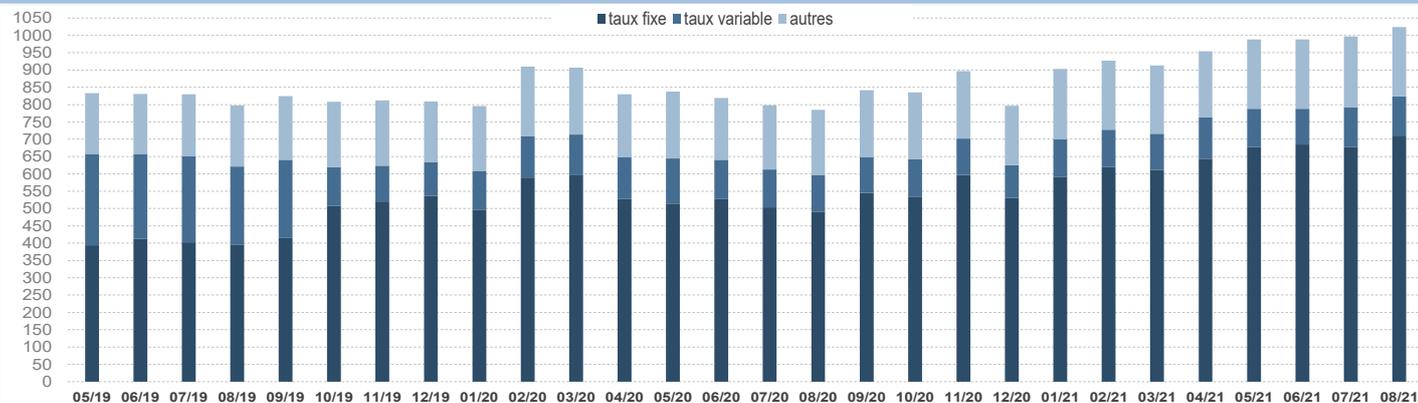
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 31 AOÛT 2021

| Code ISIN | Échéance | Encours (€) |
|--------------|-----------------------|----------------|
| FR0126750720 | BTF 1 septembre 2021 | 5 494 000 000 |
| FR0126310301 | BTF 8 septembre 2021 | 8 685 000 000 |
| FR0126750738 | BTF 15 septembre 2021 | 5 897 000 000 |
| FR0126750746 | BTF 22 septembre 2021 | 6 982 000 000 |
| FR0126750753 | BTF 29 septembre 2021 | 5 020 000 000 |
| FR0126461682 | BTF 6 octobre 2021 | 7 109 000 000 |
| FR0126893470 | BTF 13 octobre 2021 | 5 768 000 000 |
| FR0126750761 | BTF 20 octobre 2021 | 8 295 000 000 |
| FR0126893488 | BTF 27 octobre 2021 | 5 796 000 000 |
| FR0126461690 | BTF 4 novembre 2021 | 8 605 000 000 |
| FR0126893496 | BTF 10 novembre 2021 | 5 102 000 000 |
| FR0126750779 | BTF 17 novembre 2021 | 7 676 000 000 |
| FR0126893504 | BTF 24 novembre 2021 | 2 493 000 000 |
| FR0126461708 | BTF 1 décembre 2021 | 4 874 000 000 |
| FR0126461815 | BTF 15 décembre 2021 | 12 046 000 000 |
| FR0126893538 | BTF 12 janvier 2022 | 5 589 000 000 |
| FR0126461823 | BTF 26 janvier 2022 | 7 193 000 000 |
| FR0126461831 | BTF 23 février 2022 | 7 126 000 000 |
| FR0126461849 | BTF 23 mars 2022 | 8 522 000 000 |
| FR0126750787 | BTF 21 avril 2022 | 8 328 000 000 |
| FR0126750795 | BTF 18 mai 2022 | 9 057 000 000 |
| FR0126750803 | BTF 15 juin 2022 | 6 988 000 000 |
| FR0126893561 | BTF 13 juillet 2022 | 6 455 000 000 |
| FR0126893579 | BTF 10 août 2022 | 2 796 000 000 |

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2021 - 2024) AU 31 AOÛT 2021

| Code ISIN | Libellé | Encours (€) | Coeff. ind. | Encours nomi. (€) | Démembrés (€) | CAC* |
|---------------|------------------------------|--------------------|-------------|-------------------|---------------|------|
| Échéance 2021 | | 36 991 000 000 | | | | |
| FR0011059088 | OAT 3,25 % 25 octobre 2021 | 36 991 000 000 | | | 0 | |
| Échéance 2022 | | 150 928 846 530 | | | | |
| FR0013398583 | OAT 0,00 % 25 février 2022 | 17 816 000 000 | | | 0 | x |
| FR0000571044 | OAT 8,25 % 25 avril 2022 | 960 939 990 | | | 0 | |
| FR0011196856 | OAT 3,00 % 25 avril 2022 | 44 008 000 000 | | | 137 509 300 | |
| FR0013219177 | OAT 0,00 % 25 mai 2022 | 29 214 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010899765 | OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022 | 23 052 906 540 (1) | 1,16118 | 19 853 000 000 | 0 | |
| FR0011337880 | OAT 2,25 % 25 octobre 2022 | 35 877 000 000 | | | 0 | |
| Échéance 2023 | | 178 018 330 623 | | | | |
| FR0013479102 | OAT 0,00 % 25 février 2023 | 15 020 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013283686 | OAT 0,00 % 25 mars 2023 | 39 815 000 000 | | | 0 | x |
| FR0000571085 | OAT 8,50 % 25 avril 2023 | 10 606 195 903 | | | 5 326 365 200 | |
| FR0011486067 | OAT 1,75 % 25 mai 2023 | 46 748 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010585901 | OATi 2,10 % 25 juillet 2023 | 20 911 134 720 (1) | 1,15864 | 18 048 000 000 | 0 | |
| FR0010466938 | OAT 4,25 % 25 octobre 2023 | 44 918 000 000 | | | 453 985 000 | |
| Échéance 2024 | | 163 460 941 410 | | | | |
| FR0014001N46 | OAT 0,00 % 25 février 2024 | 28 097 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013344751 | OAT 0,00 % 25 mars 2024 | 42 533 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011619436 | OAT 2,25 % 25 mai 2024 | 34 810 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011427848 | OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024 | 19 484 941 410 (1) | 1,08739 | 17 919 000 000 | 0 | x |
| FR0011962398 | OAT 1,75 % 25 novembre 2024 | 38 536 000 000 | | | 42 000 000 | x |

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2025 ET PLUS) AU 31 AOÛT 2021

| Code ISIN | Libellé | Encours (€) | Coeff. ind. | Encours nomi. (€) | Démembrés (€) | CAC* |
|-------------------------------|------------------------------|------------------------|-------------|-------------------|----------------|------|
| Échéance 2025 | | 166 732 748 538 | | | | |
| FR0012558310 | OATi 0,10 % 1 mars 2025 | 12 818 820 420 (1) | 1,05609 | 12 138 000 000 | 0 | × |
| FR0013415627 | OAT 0,00 % 25 mars 2025 | 44 618 000 000 | | | 0 | × |
| FR0012517027 | OAT 0,50 % 25 mai 2025 | 43 331 000 000 | | | 0 | × |
| FR0000571150 | OAT 6,00 % 25 octobre 2025 | 30 653 928 118 | | | 2 814 064 400 | |
| FR0012938116 | OAT 1,00 % 25 novembre 2025 | 35 311 000 000 | | | 0 | × |
| Échéance 2026 | | 174 251 413 160 | | | | |
| FR0013508470 | OAT 0,00 % 25 février 2026 | 41 396 000 000 | | | 0 | × |
| FR0013519253 | OAT€i 0,10 % 1 mars 2026 | 8 720 413 160 (1) | 1,02017 | 8 548 000 000 | 0 | × |
| FR0010916924 | OAT 3,50 % 25 avril 2026 | 44 202 000 000 | | | 0 | |
| FR0013131877 | OAT 0,50 % 25 mai 2026 | 43 058 000 000 | | | 0 | × |
| FR0013200813 | OAT 0,25 % 25 novembre 2026 | 36 875 000 000 | | | 0 | × |
| Échéance 2027 | | 126 455 388 000 | | | | |
| FR0014003513 | OAT 0,00 % 25 février 2027 | 11 741 000 000 | | | 0 | × |
| FR0013250560 | OAT 1,00 % 25 mai 2027 | 38 814 000 000 | | | 0 | × |
| FR0011008705 | OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027 | 24 213 388 000 (1) | 1,14430 | 21 160 000 000 | 0 | |
| FR0011317783 | OAT 2,75 % 25 octobre 2027 | 51 687 000 000 | | | 62 743 600 | |
| Échéance 2028 | | 111 124 628 407 | | | | |
| FR0013238268 | OATi 0,10 % 1 mars 2028 | 13 996 230 750 (1) | 1,05433 | 13 275 000 000 | 0 | × |
| FR0000571226 | OAT zéro coupon 28 mars 2028 | 31 397 657 (2) | | 46 232 603 | – | |
| FR0013286192 | OAT 0,75 % 25 mai 2028 | 49 380 000 000 | | | 0 | × |
| FR0013341682 | OAT 0,75 % 25 novembre 2028 | 47 717 000 000 | | | 0 | × |
| Échéance 2029 | | 150 138 660 100 | | | | |
| FR0013410552 | OAT€i 0,10 % 1 mars 2029 | 10 196 582 190 (1) | 1,03027 | 9 897 000 000 | 0 | × |
| FR0000571218 | OAT 5,50 % 25 avril 2029 | 39 618 880 458 | | | 2 274 946 100 | |
| FR0013407236 | OAT 0,50 % 25 mai 2029 | 45 491 000 000 | | | 0 | × |
| FR0000186413 | OATi 3,40 % 25 juillet 2029 | 12 132 197 452 (1) | 1,32085 | 9 185 144 000 | 0 | |
| FR0013451507 | OAT 0,00 % 25 novembre 2029 | 42 700 000 000 | | | 0 | × |
| Échéance 2030 | | 115 375 726 460 | | | | |
| FR0011883966 | OAT 2,50 % 25 mai 2030 | 49 233 000 000 | | | 0 | × |
| FR0011982776 | OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030 | 17 832 726 460 (1) | 1,07342 | 16 613 000 000 | 0 | × |
| FR0013516549 | OAT 0,00 % 25 novembre 2030 | 48 310 000 000 | | | 0 | × |
| Échéance 2031 | | 84 497 005 000 | | | | |
| FR0012993103 | OAT 1,50 % 25 mai 2031 | 53 267 000 000 | | | 58 900 000 | × |
| FR0014001N38 | OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031 | 4 557 005 000 (1) | 1,02175 | 4 460 000 000 | 0 | × |
| FR0014002WK3 | OAT 0,00 % 25 novembre 2031 | 26 673 000 000 | | | 0 | × |
| Échéances 2032 et plus | | 506 409 048 100 | | | | |
| FR0014003N51 | OATi 0,10 % 1 mars 2032 | 2 530 235 070 (1) | 1,01331 | 2 497 000 000 | 0 | × |
| FR0000188799 | OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032 | 14 314 435 200 (1) | 1,32345 | 10 816 000 000 | 0 | |
| FR0000187635 | OAT 5,75 % 25 octobre 2032 | 35 192 322 600 | | | 10 597 157 400 | |
| FR0013313582 | OAT 1,25 % 25 mai 2034 | 38 746 000 000 | | | 0 | × |
| FR0010070060 | OAT 4,75 % 25 avril 2035 | 29 004 000 000 | | | 3 366 737 000 | |
| FR0013524014 | OATi 0,10 % 1 mars 2036 | 4 758 984 000 (1) | 1,01040 | 4 710 000 000 | 0 | × |
| FR0013154044 | OAT 1,25 % 25 mai 2036 | 41 823 000 000 | | | 100 000 | × |
| FR0013327491 | OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036 | 10 078 933 050 (1) | 1,05285 | 9 573 000 000 | 0 | × |
| FR0010371401 | OAT 4,00 % 25 octobre 2038 | 26 534 000 000 | | | 4 654 641 400 | |
| FR0013234333 | OAT 1,75 % 25 juin 2039 | 28 874 000 000 | | | 0 | × |
| FR0013515806 | OAT 0,50 % 25 mai 2040 | 20 536 000 000 | | | 0 | × |
| FR0010447367 | OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040 | 14 646 305 180 (1) | 1,22594 | 11 947 000 000 | 0 | |
| FR0010773192 | OAT 4,50 % 25 avril 2041 | 37 558 000 000 | | | 5 533 899 000 | |
| FR0014002JM6 | OAT 0,50 % 25 juin 2044 | 9 280 000 000 | | | 0 | × |
| FR0011461037 | OAT 3,25 % 25 mai 2045 | 25 824 000 000 | | | 765 510 000 | × |
| FR0013209871 | OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047 | 12 798 833 000 (1) | 1,06835 | 11 980 000 000 | 0 | × |
| FR0013257524 | OAT 2,00 % 25 mai 2048 | 28 759 000 000 | | | 625 900 000 | × |
| FR0013404969 | OAT 1,50 % 25 mai 2050 | 31 274 000 000 | | | 146 300 000 | × |
| FR0013480613 | OAT 0,75 % 25 mai 2052 | 30 529 000 000 | | | 426 100 000 | × |
| FR0014004J31 | OAT 0,75 % 25 mai 2053 | 5 000 000 000 | | | 0 | × |
| FR0010171975 | OAT 4,00 % 25 avril 2055 | 20 118 000 000 | | | 11 213 818 000 | |
| FR0010870956 | OAT 4,00 % 25 avril 2060 | 16 696 000 000 | | | 8 799 404 100 | |
| FR0013154028 | OAT 1,75 % 25 mai 2066 | 12 997 000 000 | | | 1 211 200 000 | × |
| FR0014001NN8 | OAT 0,50 % 25 mai 2072 | 8 537 000 000 | | | 30 400 000 | × |

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[2] valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

| | | |
|--|----------|-----------|
| Production industrielle, glissement annuel | 10,1 % | 07/2021 |
| Consommation des ménages*, glissement annuel | -5,8 % | 08/2021 |
| Taux de chômage (BIT) | 8,0 % | T2-2021 |
| Prix à la consommation, glissement annuel | | |
| • ensemble | 1,9 % | 08/2021 |
| • ensemble hors tabac | 1,8 % | 08/2021 |
| Solde commercial, fab-fab, cvs | -7,0 Md€ | 07/2021 |
| " " | -6,1 Md€ | 06/2021 |
| Solde des transactions courantes, cvs | -3,5 Md€ | 07/2021 |
| " " | -0,9 Md€ | 06/2021 |
| Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10) | 0,11 % | 30/9/2021 |
| Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor) | -0,54 % | 30/9/2021 |
| Euro / dollar | 1,17 | 30/9/2021 |
| Euro / yen | 129,84 | 30/9/2021 |

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

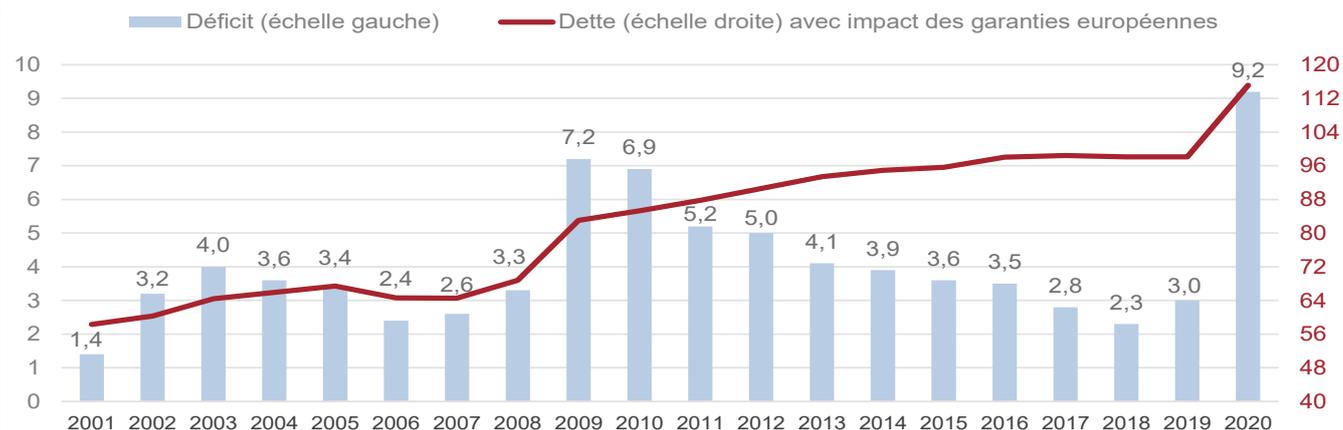
EN MILLIARDS D'EUROS

| | 2019 | 2020 | niveau à la fin juillet | | |
|--------------------------------------|--------|---------|-------------------------|---------|---------|
| | | | 2019 | 2020 | 2021 |
| Solde du budget général | -96,91 | -172,68 | -84,76 | -120,05 | -148,51 |
| Recettes | 301,07 | 282,69 | 159,24 | 149,25 | 156,02 |
| Dépenses | 397,98 | 455,37 | 243,99 | 269,30 | 304,52 |
| Solde des comptes spéciaux du Trésor | 4,06 | -5,42 | -24,99 | -30,99 | -18,13 |
| Solde général d'exécution | -92,69 | -178,10 | -109,74 | -151,04 | -166,64 |

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

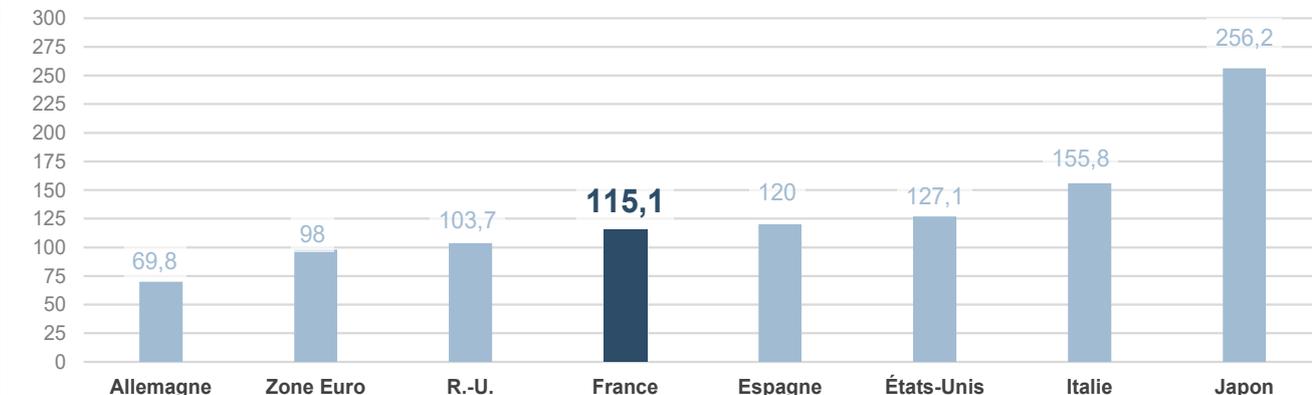
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2020

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

OCTOBRE 2021 

| | | | | | |
|---|---|--|--|---|--|
| 5 Indice de la production industrielle en août | 7 Balance des paiements en août | 7 Commerce extérieur en valeur en août | 15 Indice des prix à la consommation en septembre - résultats définitifs | 15 Réserves nettes de change en septembre | 20 20 Inflation (IPCH) : indice de septembre |
| 21 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en octobre | 27 Indices des prix de production et d'importation de l'industrie en septembre 2021 | 27 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en octobre 2021 | 29 Comptes nationaux trimestriels : première estimation T3 2021 | 29 Dépenses de consommation des ménages en biens en septembre | 29 Indice des prix à la consommation en août - résultats provisoires |

NOVEMBRE 2021 

| | | | | | |
|--|--|--|--|---|---|
| 5 Indice de la production industrielle en septembre | 5 Estimation flash de l'emploi salarié - T3 2021 | 5 Réserves officielles de change en octobre | 8 Balance des paiements en septembre | 9 Réserves nettes de change en octobre | 15 Indice des prix à la consommation en octobre |
| 16 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en novembre | 17 Inflation (IPCH) : indice d'octobre | 24 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en novembre | 26 Indice des prix à la consommation - résultats provisoires en novembre | 30 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en octobre | |
| | | 30 Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés - T3 2021 | 30 Dépenses de consommation des ménages en biens en octobre | | |

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
 Rédaction : Agence France Trésor
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».